



16 JUIN : APRÈS LES APPLAUDISSEMENTS, LE TEMPS DE LA MOBILISATION !

Alors que s'est engagé le « Ségur de la santé » qui doit refonder le système de santé français suite à la pandémie Covid-19, une inter-organisation de la santé (syndicats et collectifs de personnels) appelle à faire du 16 juin une grande journée de grève et de mobilisation dans le secteur.

En effet, la crise sanitaire l'a mis en exergue, les politiques publiques menées depuis des décennies ont sérieusement affaibli la santé publique et mis à mal l'ensemble des collectifs de travail au profit du « tout administratif », du « tout rentable », du « tout concurrence ». Au nom du profit à court terme, les suppressions de lits, les fusions de services via les GHT (groupement hospitalier de territoire), les partenariats publics/privés, la gouvernance des Agences Régionales de Santé (qui ont fait la preuve de leur incurie durant les dernières semaines), la tarification à l'acte ont engendré la grave crise de l'hôpital public que dénonce nos organisations depuis des années. Le gel du point d'indice dans la Fonction publique, adossé à des salaires déjà extrêmement bas au regard des qualifications, le recours accru à l'emploi non-titulaire, ont renforcé l'impression de dévalorisation de leurs métiers et de mépris ressentis par les soignant-es. Les applaudissements de 20h et de circonstance, les discours lénifiants du gouvernement, les médailles en chocolat et les promesses de primes aléatoires et hypothétiques ne suffiront pas : désormais il faut de véritables moyens humains et budgétaires pour la santé publique !

Mais ces problématiques ne se cantonnent pas au secteur de la santé. Dans la sortie de crise sanitaire qui s'amorce, le gouvernement et le MEDEF, peu enclins à se souvenir des belles paroles du confinement main sur le cœur pour dire toute leur admiration du monde du travail, sont déjà en train de renier toutes leurs promesses et de vouloir accélérer les réformes ultralibérales pour déréglementer encore plus notre société. Loin de la fameuse « Union sacrée » prônée par Macron et de son aveu du besoin de sortir de son idéologie, quand il voyait dans « *cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde* », les tenant-es du pouvoir réfléchissent déjà à comment maintenir la réforme de l'assurance chômage et à poursuivre celle des retraites. Déjà, les grandes entreprises envisagent licenciements, chantage à l'emploi *via* des accords de compétitivité pour éviter de rogner sur les dividendes en maintenant leurs profits. Les médias et la Macronie s'entendent à préparer l'opinion publique sur le fait que la sortie de crise (sociale et économique) sera longue et difficile et que cela ne pourra passer que par des sacrifices.

Au contraire, pour nos organisations, la crise covid-19 et les mois particuliers que nous venons de vivre l'ont démontré : l'idée que nous portions depuis quelques temps de transformer la société en faisant le lien entre urgence climatique, urgence écologique et urgence sociale est

plus que jamais d'actualité. Oui il faut des salaires suffisants pour aborder les fins de mois sans craindre l'avenir. Oui l'assurance chômage est primordiale pour faire face aux aléas de la vie. Oui la santé ne peut plus être considérée comme un coût et viser la rentabilité sous la houlette de l'administration. Oui on ne peut confier notre protection, y compris celle due aux retraité·es *via* le versement d'une pension gagnée par une vie de labeur, aux appétits de la finance et des assurances privées. Oui les secteurs stratégiques tels les transports, l'énergie, l'industrie pharmaceutique ou les télécommunications doivent être renationalisés. Alors pour le « monde d'après », nous portons des revendications pour que le travail soit enfin reconnu à sa juste valeur et que notre système de sécurité sociale, socle de notre démocratie depuis le Conseil National de la Résistance, soit renforcé.

Nos organisations revendiquent :

- une augmentation immédiate générale de 400 € des salaires, pensions et minima sociaux.
- Le dégel du point de la Fonction publique et des conventions collectives et le rattrapage des 18 % de perte depuis 2000.
- L'intégration de toutes les primes dans le salaire de base.
- La création de postes de titulaires dans la Fonction publique et un plan de titularisation pour les personnels précaires.
- Le renforcement des services publics de proximité et les moyens nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins de la population.
- Le 100 % sécu basé intégralement sur les cotisations sociales (et non sur l'impôt) et la prise en charge de la perte d'autonomie.
- La renationalisation des secteurs stratégiques.
- L'abandon des contre-réformes de l'assurance chômage et de la retraite par points.

NOS ORGANISATIONS APPELLENT À PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS QUI AURONT LIEU LE 16 JUIN

- A Romorantin : 10h30 devant l'hôpital
- A Vendôme : 10h place de la liberté (opération escargot)
- A Blois : 14h30 devant l'hôpital

Les mesures de sécurité sanitaire seront respectées, merci de venir avec un masque.

Blois, le 9 juin 2020